



GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE
LOIRE ATLANTIQUE

Cahier des Clauses Administratives Particulières

MARCHE DE SERVICES

Type de procédure : Procédure adaptée passée en application des articles L.2123-2, R.2123-1 3° et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique

Référence de la consultation : **PA-25042**

***PRESTATION DE COLLECTE ET LIVRAISON DE REPAS POUR L'HOPITAL
INTERCOMMUNAL DE LA PRESQU'ILE DE GUERANDE***

PREAMBULE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Etablissement Psychiatrique de Loire-Atlantique Nord) (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS du Pays de Retz (Pornic) et GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline.

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché public (prise en charge des modifications du marché public, résiliation du marché public), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du marché	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Type d'accord-cadre.....	4
1.3 - Passation des commandes.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 – Durée du marché.....	5
4 - Prix	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
4.2 - Modalités de variation des prix	5
5 - Garanties Financières.....	6
6 - Avance.....	6
7 - Modalités de règlement des comptes	6
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
7.3 - Délai global de paiement	7
7.4 - Paiement des sous-traitants	7
8 - Conditions d'exécution des prestations	8
9 - Constatation de l'exécution des prestations	8
9.1 - Vérifications	8
9.2 - Décision après vérification.....	8
10 - Garantie des prestations.....	8
11 – Pénalités et exécution aux frais et risques.....	8
11.1 - Pénalités de retard ou de défaut d'exécution	8
11-2 Exécution aux frais et risques du titulaire	9
12 - Assurances	9
13 - Résiliation du contrat.....	9
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	9
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	9
14 - Règlement des litiges et langues	9
15 – Protection des données à caractère personnel	10
16- Clause de réexamen.....	10
17 – Dérogations au CCAG FCS	10

1 - Dispositions générales du marché

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la **Prestation de collecte et livraison de repas, pour le compte du Groupement Hospitalier de Territoire 44.**

Le marché concerne l'établissement suivants, du GHT44 :

- Hôpital Intercommunal de la Presqu'île (Guérande Le Croisic)

Lieu(x) d'exécution :

Voir annexe 1 au CCAP - Recueil des informations des établissements

Le marché n'est pas alloti.

1.2 - Type d'accord-cadre

Le marché est passé sous forme d'un accord-cadre mono-attributaire, avec un minimum financier fixé à 50 000 € HT par an et un maximum financier fixé à 150 000 € HT par an.

Celui-ci s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'établissement, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Les quantités estimatives, minimum, maximum annuelles sont indiquées à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

1.3 - Passation des commandes

De préférence, les commandes seront saisies sur un logiciel ou site internet, propre au titulaire.
Les commandes seront effectuées par un représentant de l'établissement.

Les mentions minimums devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Nom et adresse du convive ;
- Date de livraison.

Les bons de commande pouvant être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre, leur exécution pourra donc se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (Attri 1) et son annexe financière.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° **25042** et ses annexes :
 - Annexe 1 Recueil des informations établissements
 - Annexe 2 RGPD
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° **25042** et son annexe
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse dûment complément)
- La fiche renseignements fournisseur

Le CCAG-FCS ne sera pas fourni par l'administration, il est réputé connu par le titulaire.

Toute clause portée par le titulaire sur les documents annexés à l'acte d'engagement ou au CCAP notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, établissement support du GHT, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-FCS, la notification de l'accord-cadre ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

3 – Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période de douze (12) mois.

La date de notification constitue la date anniversaire.

Le début d'exécution de la prestation est estimé au 1^{er} septembre 2025.

Le marché est tacitement reconductible trois (3) fois douze (12) mois à l'issue de la première période d'exécution.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard **deux (2) mois** avant la fin de la durée de validité du marché. La durée maximale totale du marché n'excèdera pas quarante-huit (48) mois (période(s) de reconduction éventuelle comprise(s)).

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 alinéa 2 du Code de la commande publique, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Ils sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix de règlement seront ceux en vigueur à la date de la commande.

Ils doivent comprendre toutes les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des repas.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires indiqués à l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix initiaux du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront fermes pendant la première période d'exécution de douze (12) mois puis révisable annuellement à date anniversaire, à la hausse ou à la baisse.

Le titulaire devra adresser pour validation sa révision tarifaire en application des formules ci-dessous, au service achats PMG du CHU de Nantes par courrier électronique aux adresses suivantes :

gautier.maddalon@chu-nantes.fr, celine.prouteau@chu-nantes.fr et bp-ght44-achats-presta-moyens-generaux@chu-nantes.fr, sous peine de forclusion, au plus tard 2 mois avant la date anniversaire.

$$T_n = T_0 \times (0,20 + 0,45(G_r/G_0) + 0,25(IM/IM_0) + 0,1(A_r/A_0))$$

Où :

T_n : tarif révisé de la prestation

T₀ : tarif initial de la prestation

0,20 : intégration d'une marge fixe de 20 %

0,45 : coefficient d'impact du transport (le transport représente 45 % des coûts)

0,25 : coefficient d'impact de la main-d'œuvre (la main-d'œuvre représente 25 % des coûts)

G₀ = indice initial gazole professionnel CNR connu au mois de la remise de l'offre pour la 1^{ère} révision ; puis G₀ = Gr année n-1

G_r = Moyenne des 12 (douze) précédents indices à partir du dernier indice connu à la date de l'envoi de la demande de l'année N

<https://www.cnr.fr/espaces/13/indicateurs/26>

IM = indice du coût de la main-d'œuvre à la nouvelle période (basé sur l'indice du smic horaire brut) correspondant à la moyenne des 4 précédents indices connu à la date de l'envoi de la demande de l'année N.

https://www.insee.fr/fr/statistiques/1375188#tableau-figure1_radio3

IM₀ = indice du coût de la main-d'œuvre connu au mois de la remise de l'offre pour la 1^{ère} révision ; puis IM₀=IM année n-1

A₀ = prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 77.11 – location et location bail de voiture et véhicules automobiles légers connu au mois de la remise de l'offre pour la 1^{ère} révision ; puis A₀ = Ar année n-1

A_r = Moyenne des 4 (quatre) précédents indices à partir du dernier indice connu à la date de l'envoi de la demande de l'année N

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766780>

En cas d'interruption définitive de la parution d'un indice, les parties au présent marché conviendront d'un autre indice à appliquer. Cette modification fera l'objet d'un avenant.

Clause de sauvegarde

En cas de hausse excédant de plus de 3% les conditions précédentes, l'établissement support du GHT44 se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Les conditions requises pour pouvoir bénéficier d'une avance n'étant pas remplies, aucune avance ne sera appliquée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les prestations seront facturées mensuellement.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

➤ Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

Les factures afférentes au paiement mentionneront les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET) ;
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement ;
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- le numéro et la date du marché ;
- les références du bon de commande ;
- l'objet de la prestation ;
- le nombre de repas livrés sur le mois ;
- le prix forfaitaire et unitaire hors taxes de chacune des prestations ;
- le montant total hors taxes des prestations ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.V.A. comprise ;
- la date d'établissement de la facture.

➤ Transmission des demandes de paiement :

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour accéder au portail Chorus Pro, veuillez suivre le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour de plus amples informations, veuillez suivre le lien suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Les paramétrages de l'Hôpital Intercommunal pour la bonne intégration des factures seront précisés en annexe 1 au présent CCAP.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du prescripteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au prescripteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au prescripteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le prescripteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le prescripteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le prescripteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le prescripteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché).

Adresse de livraison :

Voir annexe 1 au CCAP - Recueil des informations des établissements

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des repas s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS, **de l'annexe 1 au CCAP - Recueil des informations des établissements et du Cahier des Clauses Techniques Particulières.**

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Un récapitulatif mensuel sera adressé à l'Hôpital Intercommunal de Guérande/ Le Croisic avec le nombre de repas livré.

Un rapport annuel d'activité sera transmis au plus tard le 1^{er} février à l'adresse suivante : bp-ght44-achats-presta-moyens-generaux@chu-nantes.fr

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées conformément aux articles 27 et 30 du CCAG-FCS.

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

10 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

11 – Pénalités et exécution aux frais et risques

11.1 - Pénalités de retard ou de défaut d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes sont applicables dans le cadre de l'exécution du marché :

En cas d'absence de livraison ou d'erreur de confection de repas, une pénalité de 100 euros par repas, sera appliquée.

Conformément au CCTP, en cas de non transmission du rapport mensuel et/ou annuel, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliqué.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

L'ensemble des pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Elles pourront être déduites des prochaines factures.

11-2 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas d'impossibilité d'exécution, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur et les établissements bénéficiaires dans les plus brefs délais.

En cas de refus de livraison, de retards répétés ou de prestation incomplète malgré les délais accordés, l'établissement se fournira là où ils le jugera utile. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire.

Elle sera soit déduite d'une prochaine facturation, demandée sous forme d'avoir ou de titre de recette émis par les établissements.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation fautive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Si en cours d'exécution du marché, le titulaire était placé en situation de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 – Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données (RGPD)** »).

Le titulaire du marché s'engage notamment à respecter les clauses contractuelles décrites dans l'annexe RGPD jointe au présent CCAP concernant le traitement de type 3.

16- Clause de réexamen

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché, un avenant sera alors signé entre le titulaire et le CHU de Nantes.

17 – Dérogations au CCAG FCS

Article du présent CCAP	Article du CCAG
Article 2	Article 4
Article 11.1	Article 14.1
Article 11.1	Article 14.1.3
Article 13.1	Article 33
